

La société APR2 est implantée au sein du "village d'entreprises" de Bonnières-sur-Seine. Elle possède une autorisation d'exploiter un centre de démontage de produits électriques et électroniques en fin de vie délivrée par arrêté préfectoral du 10 janvier 2005. Les activités exercées par APR2 classent la société sous les rubriques ICPE : 2791-1(A), 3530 (A), 2714-2 (D) et 2711-2 (DC).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 1.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 2.4	Demande d'action corrective	6 mois
6	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 2.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 2.9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	PFAS	AP de Mise en Demeure du 25/11/2024, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 8	Sans objet
5	Déchets	Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 2.5	Sans objet
8	Installations relevant de la rubrique 2711	Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 2.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de contrôler les suites des inspections précédentes. Si certaines des non-conformités identifiées lors des dernières inspections sont maintenues, il est à noter qu'un déménagement des activités d'APR2 est en préparation. Le nouveau site, VIDEAL 78, basé à FRENEUSE, devrait accueillir les nouvelles installations soumises à déclaration d'ici début 2026 selon les dires de l'exploitant. Un dossier de demande de déclaration a été déposé le 16 mai 2024 pour les rubriques 2711-2, 2714-2 et 2791-2.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection les modifications qui ont été apportées aux installations depuis la dernière visite d'inspection. L'exploitant déclare démarrer une nouvelle activité de gestion du PVC provenant de fenêtres. Cette activité est rendue possible par la présence de 2 nouvelles machines sur le site, à savoir une machine de découpe de fenêtre (afin de séparer le verre du PVC) et une broyeuse de plastique, afin d'obtenir des granulés de plastique à partir du PVC récupéré. Ces machines ont été installées en fin d'année 2024, mais ne sont pas encore en fonctionnement car celles-ci sont toujours en phase de réglage. L'équipe d'inspection rappelle à l'exploitant que toute modification notable doit faire l'objet d'un porter à connaissance, à transmettre à l'Inspection. Non-conformité n° NC-20250320-01 : L'exploitant n'a pas informé le Préfet des modifications apportées sur ses installations. L'exploitant doit, sous 3 mois , préparer et transmettre au Préfet un porter à connaissance devant permettre à l'Inspection de statuer sur l'aspect substantiel ou non des modifications apportées à ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : <ul style="list-style-type: none">- les eaux vannes et les eaux usées de lavabo, toilettes. (EU);- les eaux pluviales de voirie susceptibles d'être polluées (Epp):- les eaux pluviales de toiture non polluées (EpnP).
Constats : L'exploitant explique que les démarches afin d'obtenir les plans de réseaux de collecte des effluents ont été faites auprès du propriétaire de la zone industrielle, mais que celui-ci est dans l'incapacité de lui fournir de tels documents. L'exploitant déclare par ailleurs que cette démarche n'est pas facilitée par la situation financière actuelle difficile du propriétaire, ni par la date de construction de l'installation, datant du XIXe siècle.

Puisque l'équipe d'inspection constate l'absence d'éléments permettant de satisfaire aux exigences de l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2012, **la non-conformité n°20230126 - NC1 est maintenue.**

Non-conformité n° 20230126 - NC1 : L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées, **dans un délai de 6 mois**, les éléments permettant de distinguer les différentes catégories d'effluents aqueux détaillées à l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2012.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Procédure en cas de défaut de tri

Prescription contrôlée :

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2790 ou 2791 respectent les dispositions suivantes.

I. Une procédure permet d'identifier les éventuels déchets contenant des batteries au lithium résultant d'un défaut de tri en amont de l'installation. Ces déchets sont refusés ou triés et traités.

[...]

Constats :

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant si la procédure d'identification des déchets de batteries lithium a été formalisée. L'exploitant déclare ne pas avoir rédigé cette procédure, bien que des consignes de tri et d'identification des déchets soient appliquées par le personnel en charge de la collecte et de la réception des déchets sur site.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter de procédure permettant d'identifier les éventuels déchets contenant des batteries au lithium résultant d'un défaut de tri en amont de l'installation. L'équipe d'inspection constate que batteries lithium sont effectivement stockés dans des conteneurs dédiés à l'entrée du site.

Par courriel du 27 mars 2025, l'exploitant fait parvenir à l'Inspection une procédure de traitement des batteries au lithium. Cette procédure présente un visuel facilitant l'identification des batteries au lithium pour les opérateurs et formalise les actions d'identification et de tri à réaliser par ceux-ci.

Les exigences du point 1 de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Quantité de stockage autorisée

Prescription contrôlée :

La quantité de déchets inflammables, réceptionnés et produits, entreposés sur le site dans le

<p>cadre des activités de tri et de démantèlement de DEEE ne dépasse pas 150 tonnes. La hauteur des stockages en vrac n'excède pas 3,5 m.</p> <p>Le volume maximal de déchets plastiques estimés au niveau des lignes de tri / granulation pilotes sera de 760 m³.</p> <p>La hauteur de stockages des déchets plastiques n'excédera pas 2 m.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection se rend au niveau de la zone de stockage des DEEE entrants, ainsi que dans l'espace dédié aux activités de tri et de démantèlement des DEEE. Les seuls déchets inflammables présents dans ces aires sont les ordinateurs portables, dont la quantité totale sur le site ne dépasse pas les 10 tonnes (évaluation faite en se basant sur le volume d'ordinateurs présents, à savoir une dizaine de mètres cubes répartie dans des caisses de stockage). Le stockage des DEEE en vrac ne dépasse pas, sur l'ensemble du site, les 3,5 mètres de hauteur. Le stockage des déchets plastiques issus du tri des DEEE ne dépasse quant à elle pas les 2 mètres sur l'ensemble du site. Concernant les déchets plastiques en lien avec les lignes de tri/granulation, l'exploitant explique à l'équipe d'inspection que ces équipements ne sont plus présents sur le site.</p> <p>En lieu et place, des installations de découpe de fenêtre PVC et de broyage de plastique ont été implantées sur le site. Ces activités s'accompagnent d'un stockage de fenêtre PVC, flux entrant de ce nouveau process. Ce stockage s'étend sur environ 300 m² au sol et une hauteur allant de 2 à 2,5 mètres environ, pour un total n'excédant pas les 760 m³. L'exploitant précise que des modifications sur la façon de stocker les fenêtres sont en cours, afin de pouvoir stocker les fenêtres à plat et ainsi éviter de dépasser les 2 mètres de hauteur. Un seul big bag de plastique broyé est identifié lors de la visite, d'un volume de 1,6 m³.</p> <p>Non-conformité n° NC-20250320-02 : La hauteur de stockage des fenêtres PVC dépasse par endroit les 2 mètres. L'exploitant doit, sous 6 mois, modifier son stockage afin de respecter la hauteur limite de 2 mètres pour le stockage des déchets plastiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conception et exploitation des installations d'entreposage des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans tous les cas, la quantité de déchets dangereux produits (huiles, solvants, peintures) présente sur l'installation ne dépasse pas 1 tonne, à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des écrans dans la limite de 30t (compris dans les 85 t de DEEE entrants non triés) ; - des batteries au plomb dans la limite de 4t ; - des piles et accumulateurs dans la limite de 2t ; - des lampes et néons dans la limite de 0,5t (compris dans les 85t de DEEE entrants non triés). <p>Aucun déchet dangereux n'est produit dans le cadre de l'activité pilote de tri et de traitement de déchets plastiques.</p> <p>L'entreposage des déchets est limité à une durée maximale d'un an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection se rend sur les différentes aires de stockage de déchets dangereux afin d'évaluer les quantités de déchets présentes.</p>

<p>L'équipe d'inspection identifie que les piles et accumulateurs, ainsi que les batteries au plomb, sont stockés dans un container aménagé localisé au niveau de la zone de réception des déchets. A l'intérieur de ce container sont stockés, sur rétention, plusieurs fûts dans lesquels le personnel vient déposer les piles, accumulateurs et batteries. L'inspection constate que seuls 2 fûts de batteries au plomb étaient pleins, et aucun fût de piles et accumulateur n'a été identifié. L'exploitant déclare que les fûts, lorsqu'ils sont remplis, pèsent environ 300 kg, ce qui porte la quantité de piles et accumulateurs présente à 600 kg environ. L'exploitant explique également qu'un enlèvement est déclenché lorsque 6 fûts sont remplis, afin d'éviter de dépasser les seuils fixés par l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019.</p> <p>L'équipe d'inspection se rend au niveau de l'aire de stockage des lampes et néons, localisés dans la zone tampon des déchets entrants. Les lampes et néons sont stockés dans une seule caisse palette en plastique. L'équipe d'inspection dénombre plusieurs dizaines de tubes néons stockés dans cette caisse palette, dont le poids est estimé à une centaine de kilogrammes.</p> <p>Les écrans sont quant à eux stockés au niveau de l'aire de traitement des DEEE. L'équipe d'inspection identifie 2 zones de stockage contenant des écrans, en fonction de leur position dans le process de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les écrans bruts, en attente de traitement : L'équipe d'inspection constate la présence de 6 caisses grillagées contenant des écrans. Le poids de ces écrans est estimé à environ 2 tonnes par l'équipe d'inspection (pour un poids de 300 à 350 kg par caisse grillagée remplie). • Les écrans traités (dont ont été retirés les pieds, les parties métalliques, etc.) : Une fois traités, les écrans sont stockés dans des allées, sur palette, afin de constituer à l'avance le contenu des camions en prévision de l'expédition des déchets. L'équipe d'inspection dénombre 21 palettes d'écran stockés lors de la visite d'inspection, pour un poids total évalué à 6,3 tonnes environ. L'exploitant explique que les camions d'enlèvement sont constitués de 24 palettes au maximum, et que la demande d'enlèvement est faite auprès du transporteur lorsque 21 palettes sont prêtes à être expédiées. <p>La quantité totale d'écrans présente sur l'installation est estimée à environ 8,3 tonnes. L'exploitant déclare que la durée d'entreposage des déchets sur l'installation est en moyenne d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Prévention des nuisances sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 2.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les 5 ans par une personne ou un organisme qualifié.</p> <p>La mesure visée au précédent alinéa n'est pas exigée en l'absence de plainte et si l'exploitant peut montrer qu'il n'est fait usage d'aucun procédé ni mode de manutention bruyant</p> <p>Dans un délai de 3 mois à compter de la mise en service des extrudeuses-granulatrices utilisées pour l'activité de préparation des déchets de plastiques, l'exploitant procède à un contrôle des niveaux acoustiques de bruit et d'émergence. Les résultats de ces mesures sont transmis dès leur réception à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'équipe d'inspection un rapport de mesures du niveau de bruit et de l'émergence.</p> <p>L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que les extrudeuses-granulatrices dont il est fait</p>

<p>mention à l'article 2.6 de l'arrêté du 11 juillet 2019 ne sont plus présentes sur l'installation. Cependant, une machine de découpe de fenêtres PVC ainsi qu'un broyeur de plastique sont présents sur le site. L'exploitant explique que ces machines ont été amenées sur site en fin d'année 2024, mais que celles-ci ne sont pas en fonctionnement car des réglages sont encore nécessaires avant qu'elles ne soient pleinement opérationnelles.</p> <p>Non-conformité n°NC-20250320-03 : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un rapport de mesures du niveau de bruit et de l'émergence. L'exploitant doit, sous 6 mois, transmettre à l'inspection des installations classées un rapport de mesures du niveau de bruit et de l'émergence.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Réception par le SDIS des moyens de lutte contre incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réception des moyens de défense extérieure contre l'incendie consolidés en présence d'un représentant du SDIS ; - la transmission à l'inspection des installations classées de la convention passée avec la société ITON-SEINE concernant l'utilisation possible et pérenne de ses moyens de défense extérieurs et des justificatifs de l'ensemble des moyens existants permettant d'atteindre l'objectif de 630 m³/h pendant 2h.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un justificatif attestant de la réception des moyens de défense extérieure contre l'incendie de la part du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS). L'exploitant déclare que le propriétaire du bâtiment a convenu d'une visite du SDIS de la part du site dans les prochaines semaines, sans pour autant qu'une date ne soit fixée. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'équipe d'inspection la convention passée avec la société ITON-SEINE concernant l'utilisation possible et pérenne de ses moyens de défense extérieurs. Le rapport de contrôle des poteaux incendie du 7 septembre 2023 (pas de numéro de rapport) établi par la société PROMAT SECURITE présenté par l'exploitant montre qu'un débit de 953 m³ par heure, sans qu'il ne soit mentionné si les débits mesurés sur les 4 poteaux ont été réalisés en simultané ou non.</p> <p>Non conformité n° NC-20250320-04 : L'exploitant n'a pas procédé à la réception des moyens de défense contre l'incendie en présence d'un représentant du SDIS. L'exploitant doit, sous 3 mois, procéder à la réception de ces équipements en présence d'un représentant du SDIS, ainsi qu'à un contrôle des poteaux incendie attestant que le débit cible de 630 m³/h pendant 2 heures est atteint. Les justificatifs seront transmis dans les 8 jours suivants la réception de ceux-ci. Si les résultats des contrôles des poteaux incendie se révèlent non-conformes, l'exploitant passera dans les 3 mois qui suivent la réception du rapport une convention avec la société ITON-SEINE concernant l'utilisation possible et pérenne de ses moyens de défense extérieurs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Installations relevant de la rubrique 2711

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 2.10
Thème(s) : Autre, Capacité installation
Prescription contrôlée :
La quantité annuelle de déchets traités dans les installations ne doit pas excéder 1000 tonnes
Constats :
L'exploitant présente ses registres des déchets entrants et sortant pour l'année 2024. La quantité totale des déchets entrant sur le site en 2024 est d'environ 910 tonnes, dont 497 tonnes de DEEE. La quantité de déchets sortant en 2024 est quant à elle d'environ 940 tonnes. La quantité de déchets traités est donc inférieur aux 1000 tonnes prévues par l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : PFAS

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/11/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Campagnes d'analyse
Prescription contrôlée :
La société APR2 est mise en demeure de respecter, sous 1 mois, les dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susmentionné ainsi rédigé : - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées 3 rapports de mesures des PFAS réalisés en novembre 2024, décembre 2024 et janvier 2025 : <ul style="list-style-type: none"> • Rapport n° RP24113001 de la société KALITE'O, présentant les résultats de la campagne de prélèvements n° 1 réalisée du 30 novembre au 01 décembre 2024 ; • Rapport n° RP24122301 de la société KALITE'O, présentant les résultats de la campagne de prélèvements n° 2 réalisée du 22 au 23 décembre 2024 ; • Rapport n° RP25010801 de la société KALITE'O, présentant les résultats de la campagne de prélèvements n° 3 réalisée du 08 au 09 janvier 2025 ; Les 3 rapports concluent à l'absence de PFAS dans les rejets de la société APR2. Les résultats des 3 campagnes n'ont cependant pas été renseignés sur la plateforme GIDAF. L'exploitant précise que la personne en charge de la déclaration des données environnementales a quitté l'entreprise récemment, et n'a pas été remplacée. L'inspection crée un compte GIDAF au responsable d'exploitation en date du 11 avril 2025, afin que celui-ci puisse verser les résultats sur cette plateforme. Bien que les campagnes de prélèvements aient été réalisées, les dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ne sont pas totalement respectées puisque les résultats des campagnes n'ont pas été transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance, le point 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 novembre 2024 n'est pas levé.

Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois